

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 09175

Numéro SIREN : 379 455 231

Nom ou dénomination : HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE

Ce dépôt a été enregistré le 25/05/2021 sous le numéro de dépôt 27423

les comptes sont

inclus

le rapport

dans

CACS.

des

HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE
Société par actions simplifiée au capital de 5 310 457 euros
9-11, allée de l'Arche – 92032 Paris La Défense
379 455 231 RCS NANTERRE

PROCES VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 5 FEVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le cinq février, au 9-11 allée de l'Arche – 92032 Paris La Défense,

La société AREAS WORLDWIDE, représentée par son Directeur Général, Monsieur Stéphane GERTOSIO, propriétaire de la totalité des actions composant le capital social de la Société,

A été appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2020 ;
- approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et affectation du résultat ;
- nomination d'un commissaire aux comptes titulaire ;
- pouvoirs pour les formalités.

A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associée unique, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2020, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Associée unique prend acte de ce qu'aucune dépense ou charge non déductible fiscalement, visée par l'article 39-4 du Code général des impôts, n'a été engagée au titre de l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2020, soit une perte de **(78 284 019,17)** euros, en prime d'émission à hauteur de 37 284 013,67 € et en autres réserves à hauteur de 41 000 005,50 €.

L'Associée unique prend acte qu'il n'y a pas eu de dividendes distribués au cours des trois derniers exercices.

TROISIEME DECISION

L'Associée unique décide de nommer la société KPMG AUDIT IS, domiciliée Tour Eqho, 2 avenue Gambetta Cs 60055 92066 Puteaux Cedex , en qualité Commissaire aux Comptes titulaire, en remplacement de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT démissionnaire, jusqu'au terme initialement prévu, soit jusqu'à l'issue de la réunion des associés ou la date de prise de décision collective de ceux-ci statuant sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 30 septembre 2024.

QUATRIEME DECISION

L'Associée unique constate qu'aucune convention n'est à mentionner au registre des décisions au titre de l'exercice écoulé.

CINQUIEME DECISION

L'Associée unique donne tous pouvoirs à la Société Wolters Kluwer ou au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme, pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associée unique et répertorié sur le registre des décisions de l'Associée unique.

AREAS WORLDWIDE

Représentée par Stéphane GERTOSIO



Holding de Restauration Concédée

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 30 septembre 2020)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 30 septembre 2020)

A l'Associé unique
Holding de Restauration Concédée
9/11, allée de l'Arche
92032 Paris La Defense cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Holding de Restauration Concédée relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1 et 25 « Faits caractéristiques de l'exercice » et « Événements postérieurs à la clôture » de l'annexe aux comptes annuels qui exposent les principaux impacts de la pandémie due au covid-19 et les principales hypothèses retenues par la société pour arrêter ses comptes en retenant la convention comptable de continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la convention comptable de continuité d'exploitation et l'évaluation des titres de participations et des immobilisations corporelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 5 février 2021

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Jean-Paul Collignon

Désignation de l'entreprise : <u>SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE</u>			Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* <u>12</u>			
Adresse de l'entreprise <u>9-11 Allée de l'Arche 92032 PARIS LA DEFENSE CEDEX</u>			Durée de l'exercice précédent* <u>12</u>			
Numéro SIRET* <u>3 7 9 4 5 5 2 3 1 0 1 1 7 1</u>			Néant ☐ *			
			Exercice N clos le, <u>30092020</u>	N-1 <u>30092019</u>		
			Brut 1	Amortissements, provisions 2		
			Net 3	Net 4		
Capital souscrit non appelé (I)			AA			
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC		
		Frais de développement *	CX	CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	66 241 469	64 147 535
		Fonds commercial (1)	AH	AI	1 209 500	1 038 712
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	245 000	76 511
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO		
		Constructions	AP	AQ	56 678 536	24 043 212
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	29 704 032	19 022 287
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	97 484 944	47 994 477
		Immobilisations en cours	AV	AW	10 247 869	4 900
		Avances et acomptes	AX	AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT		
		Autres participations	CU	CV	141 419 027	56 345 879
		Créances rattachées à des participations	BB	BC	8 497	8 497
		Autres titres immobilisés	BD	BE		
		Prêts	BF	BG		
		Autres immobilisations financières*	BH	BI	22 321	22 321
TOTAL (II)		BJ	BK	403 261 199	212 673 515	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM	1 180 931	1 180 931
		En cours de production de biens	BN	BO		
		En cours de production de services	BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS		
		Marchandises	BT	BU	1 026 651	1 026 651
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	2 696	2 696
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	3 663 213	226 196
		Autres créances (3)	BZ	CA	7 740 165	7 740 165
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE		
Disponibilités		CF	CG	2 292 242	2 292 242	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI	216 349	216 349	
	TOTAL (III)	CJ	CK	16 122 250	226 196	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecart de conversion actif* (VI)	CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	IA	419 383 449	212 899 712	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	(3) Part à plus d'un an	CP		
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :	Créances :	CR		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE</u>				Néant ☐ *		
				Exercice N		
				Exercice N - 1		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 5 310 457)			DA	5 310 457	5 310 457
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB	47 284 151	47 284 151
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)			DC		
	Réserve légale (3)			DD	2 871 209	2 871 209
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)			DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)			DG	41 000 005	
	Report à nouveau			DH	4	(12 329 622)
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	(78 284 019)	(14 503 190)
	Subventions d'investissement			DJ	1 858 809	2 080 689
	Provisions réglementées *			DK		
	TOTAL (I)			DL	20 040 618	30 713 694
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM	
Avances conditionnées			DN			
TOTAL (II)			DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP	2 957 436	371 813
	Provisions pour charges			DQ	3 714 703	3 622 091
	TOTAL (III)			DR	6 672 140	3 993 904
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS		
	Autres emprunts obligataires			DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	175 995	96 598
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)			DV	136 100 696	147 668 270
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	17 759 626	16 450 665
	Dettes fiscales et sociales			DY	15 504 238	14 799 636
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ	8 199 226	5 834 164
	Autres dettes			EA	2 031 194	2 431 054
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)			EB		
TOTAL (IV)			EC	179 770 978	187 280 389	
Ecart de conversion passif* (V)			ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	206 483 737	221 987 989	
RENVIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B		
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
			Ecart de réévaluation libre	1D		
			Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF		
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	179 770 978	187 280 389
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	93 360		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : <u>SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE</u>							Néant ☐ *			
		Exercice N					Exercice (N - 1)			
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total				
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	17 958 526	FB		FC	17 958 526	23 053 236		
	Production vendue $\left\{ \begin{array}{l} \text{biens *} \\ \text{services *} \end{array} \right.$	FD		FE		FF				
		FG	91 011 755	FH		FI	91 011 755	136 945 278		
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	108 970 281	FK		FL	108 970 281	159 998 514		
	Production stockée*					FM				
	Production immobilisée*					FN				
	Subventions d'exploitation					FO	19 163	222 646		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	458 865	791 235		
	Autres produits (1) (11)					FQ	563 628	792 598		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	110 011 939	161 804 995	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS	8 996 821	12 010 928	
	Variation de stock (marchandises)*						FT	226 257	(55 605)	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	20 427 218	31 064 210	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV	199 227	29 667	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	24 922 283	31 242 506	
	Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	2 627 381	3 623 545	
	Salaires et traitements*						FY	28 828 812	39 710 046	
	Charges sociales (10)						FZ	8 753 926	12 501 041	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} - \text{dotations aux amortissements*} \\ - \text{dotations aux provisions*} \end{array} \right.$						GA	18 222 710	18 142 374
								GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*						GC	176 413	20 734
	Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD	335 690	518 965	
	Autres charges (12)						GE	14 362 568	17 434 185	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	128 079 311	166 242 602	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(18 067 371)	(4 437 606)		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	8 497	27 709	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL		61 079	
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM	105 114	141 347 632	
	Différences positives de change						GN	691	1 698	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO			
Total des produits financiers (V)						GP	114 304	141 438 120		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ	51 547 935	6 100 915	
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	8 246 676	3 703 192	
	Différences négatives de change						GS	1 590	1 560	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT			
	Total des charges financières (VI)						GU	59 796 202	9 805 668	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(59 681 898)	131 632 452		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(77 749 270)	127 194 845		

Désignation de l'entreprise <u>SAS HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE</u>				Néant ☐ *				
				Exercice N		Exercice N - 1		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	252 124	259 700		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	1 988 667	2 361 674		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC	36 021	1 672 771		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	2 276 812	4 294 146		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	250 461	1 978 543		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	1 763 904	143 518 595		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			HG	804 982	627 720		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	2 819 348	146 124 858		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	(542 535)	(141 830 712)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ				
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	(7 787)	(132 676)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	112 403 055	307 537 262		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	190 687 074	322 040 452		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	(78 284 019)	(14 503 190)		
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO				
	(2)	Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		HY	3 542 313	2 862 047		
	(3)	Dont { - Crédit-bail mobilier * - Crédit-bail immobilier		IG	36 914	231 477		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		HP				
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		HQ				
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		1H	(102 763)	101 361		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)		1J		50 945		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		1K	8 178 117	1 104 380		
	(6ter)	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		HX				
	(9)	Dont transferts de charges		RC				
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		RD				
		Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS A5		A1	(68 672)	409 021		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A2				
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A3				
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :		A4				
		facultatives A6		obligatoires A9				
		Dont cotisations facultatives Madelin A7		Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8				
	joindre en annexe) :							
	(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le				Exercice N			
					Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
SUR OPERATION DE GESTION								
- Sinistre				1 210		31 228		
- Amendes et pénalités				159 311				
- Carve-Out Totem				2 171				
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :				Exercice N				
				Charges antérieures		Produits antérieurs		
ACHATS DE MARCHANDISES				(16 271)				
ACHATS DE MATIERES PREMIERES								
Achats de matières premières et fourniture				(9 552)				

ANNEXE DES COMPTES

SOCIÉTÉ	H.R.C
---------	-------

Forme juridique	SAS
-----------------	-----

Adresse du siège social	9 -11 Allée de l'Arche 92032 Paris la Défense Cedex
-------------------------	--

Exercice traité clos le	30 septembre 2020
-------------------------	-------------------

Exercice précédent clos le	30 septembre 2019
----------------------------	-------------------

Nbre de mois (exercice traité)	12
--------------------------------	----

H.R.C

SAS

9 -11 Allée de l'Arche
92032 Paris la Défense Cedex

Comptes annuels au 30 septembre 2020

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils ont une importance significative.

Au 30 septembre 2020,

Le total du bilan s'élève à	:	206 483 737,40 euros
Le compte de résultat dégage une perte de	:	-78 284 019,17 euros

L'exercice écoulé a une durée de	:	12 mois
----------------------------------	---	---------

L'exercice précédent avait une durée de	:	12 mois
---	---	---------

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

Note	Informations	P	N/P	N/A
1	Faits caractéristiques de l'exercice	x		
2	Principes, règles et méthodes comptables	x		
	Notes sur le bilan			
3	Etat de l'actif immobilisé	x		
4	Etat des amortissements	x		
5	Frais d'établissement			x
6	Fonds commercial			x
7	Stocks	x		
8	Tableau des échéances des créances et dettes	x		
9	Montants des créances et dettes représentés par des effets de commerce			
10	Produits à recevoir et charges à payer	x		
11	Comptes de régularisation - actif et passif	x		
12	Composition du capital social	x		
13	Tableau de variation des capitaux propres	x		
14	Situations fiscales latente et différée	x		
15	Etat des provisions inscrites au bilan	x		
	Notes sur le compte de résultat			
16	Ventilation du chiffre d'affaires	x		
17	Résultat sur cessions courantes d'immobilisations	x		
18	Impôts sur les bénéfices	x		
	Autres informations			
19	Effectif moyen	x		
20	Charges et produits exceptionnels	x		
21	Eléments relevant de plusieurs postes de bilan et de compte de résultat	x		
22	Avantages, crédits, rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction	x		
23	Engagements financiers donnés et reçus	x		
24	Dettes garanties par des suretés réelles			x
25	Evénements post clôture	x		
26	Liste des filiales et participations	x		

P : Information produite

N/P : Information non produite car non significative

N/A : Information non produite car non applicable

22

3

Sauf indication contraire, toutes les informations chiffrées fournies dans l'annexe sont exprimées en Euros.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Impacts de la pandémie de Covid-19

Contexte sanitaire

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'évolution du coronavirus COVID-19 de pandémie, affectant plus de 150 pays dans le monde. La plupart des gouvernements centraux ont pris des mesures restrictives depuis lors pour contenir la propagation du virus et protéger les personnes en limitant les contacts et les déplacements internationaux et nationaux, y compris entre autres : isolement des personnes, confinement, quarantaine et restrictions à la libre circulation des personnes. C'est le cas en France avec notamment la mise en place d'un premier confinement de la population du 17 mars au 11 mai 2020.

Ce contexte sanitaire a affecté de manière significative la plupart des économies dans le monde et a entraîné une réduction des ventes et de la génération de trésorerie du Groupe Areas et de ses filiales depuis cette date.

Depuis le début de la crise, le Groupe a mis rapidement en place des mesures afin de préserver la santé de ses collaborateurs et de ses clients, tout en permettant la poursuite de ses activités à travers notamment :

- La mise en place de protections sanitaires strictes sur les sites
- La généralisation du télétravail, quand cela est possible
- Une veille active et la mise en œuvre des mesures de soutien proposées par les autorités gouvernementales en matière de charges d'impôts directs et indirects, de charges sociales et des mesures de solidarité à destination des employés
- Une gestion agile et adaptée des effectifs pour s'adapter aux évolutions rapides de la situation sanitaire
- Une gestion stricte des dépenses et investissements

Liquidité et continuité d'exploitation

La liquidité de la société est assurée par le Groupe. En dépit des impacts de la crise sanitaire qui se poursuit, le Groupe a mis en œuvre des actions afin de préserver sa trésorerie, telles que :

- Un contrôle strict des charges et des investissements dès le mois de mars :
 - ° Mesures de réduction partielle d'activité et décalage de paiement de charges fiscales et sociales
 - ° Annulations ou reports de certains investissements
 - ° Négociations avec les fournisseurs sur les délais de paiements
 - ° Fermeture de certains sites en fonction des circonstances
 - ° L'obtention de nouveaux financements

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La situation de trésorerie au 30 septembre 2020, ainsi que les prévisions de trésorerie à 12 mois, valident la capacité de la société à poursuivre ses activités au cours des 12 prochains mois. Ces hypothèses intègrent notamment :

- Un redressement progressif des activités Areas en France dans un contexte sanitaire qui reste dégradé jusqu'à l'été (Hypothèse d'un nouveau confinement suivi de périodes de couvre-feu) facilité par un desserrement des mesures sanitaires en Europe à compter du deuxième trimestre 2021 qui permettrait au trafic de remonter progressivement à 40% du trafic de 2019 à partir de juin et de poursuivre sa remontée jusqu'au début de l'année 2022
- La poursuite des initiatives visant à réduire et à rendre variables les charges de la société
- Les mesures de soutien aux entreprises mises en place par les Ministères de l'Economie, des Finances et de la Relance et du Travail accordées au secteur de la restauration

Ces hypothèses correspondent à la meilleure estimation de la Direction sur la base des informations disponibles à date et dans un contexte de fortes incertitudes avec la crise sanitaire qui se poursuit.

Sur ces bases, les comptes clos au 30 septembre 2020 de la société ont été établis et arrêtés en retenant la convention comptable de continuité d'exploitation.

Dépréciation des actifs non-courants

Le contexte décrit ci-dessus, qui s'est traduit par la fermeture de nombreux points de vente et une baisse marquée de fréquentation au cours du second semestre, a fortement impacté l'ensemble des activités de la Société.

Dans ce contexte incertain, la Société a effectué une revue approfondie de la performance de ses actifs financiers et, pour ceux présentant un indice de perte de valeur, a procédé à un test de dépréciation afin d'estimer la valeur recouvrable des actifs testés. Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat quand la valeur comptable des actifs testés est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est déterminée soit à partir de la valeur d'utilité en actualisant les flux de trésorerie après impôts qui ressortent des plans d'activité, soit à partir d'une valeur d'entreprise estimée en extrapolant les données budgétées pour l'exercice 2020-2021 à l'aide d'un multiple d'Ebitda.

Le résultat des analyses de pertes de valeur a conduit la société à comptabiliser un montant net de dotations (-) et reprises (+) sur l'exercice de :

- - 48 748 586,13 euros de provisions sur titres
- - 2 680 906,99 euros de provisions pour risques financiers

La Société a également effectué une revue approfondie de la performance de ses actifs corporels et incorporels et pour ceux présentant un indice de perte de valeur, a procédé à un test de dépréciation afin d'estimer la valeur recouvrable des actifs testés.

Suite à cette analyse, aucune dépréciation d'actifs n'a été comptabilisée sur l'exercice.

Le 1er octobre 2019, la société est entrée dans l'intégration fiscale dont FINANCIERE PAX est la mère.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Opérations sur le capital

Le 26/02/2020 l'associé unique AREAS WORLDWIDE a souscrit à une augmentation du Capital de la société HRC par apport en numéraire de 26 832 817 € se traduisant par l'émission de 1 248 038 actions nouvelles de 21,5 €, immédiatement suivi par une réduction de Capital d'un montant de 26 832 817 € par apurement du Report à nouveau débiteur.

Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 1 248 038 actions nouvellement émises.

Le 03/08/2020 l'associé unique AREAS WORLDWIDE a souscrit à une augmentation du Capital de la société HRC par apport en numéraire de 41 000 005,50 € se traduisant par l'émission de 1 906 977 actions nouvelles de 21,5 €, suivi au 30/09/2020 par une réduction de Capital d'un montant de 41 000 005,50 € par affectation au compte autres réserves.

Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 1 906 977 actions nouvellement émises.

Le 26/02/2020 HRC a souscrit à une augmentation du Capital de la société Concessions Gares France par apport en numéraire de 43 037 756 € se traduisant par l'émission de 107 594 390 actions nouvelles de 0,40 €, immédiatement suivi par une réduction de Capital d'un montant de 43 037 756 € par apurement du Report à nouveau débiteur à hauteur de 31 346 755,94 € et par affectation au compte autres réserves à hauteur de 11 691 000 €.

Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 107 594 390 actions nouvellement émises.

Le 29/09/2020 HRC a souscrit à une diminution du Capital de la société ORLY 4 RESTAURATION en abaissant le nombre de titres de 25 000 à 0, immédiatement suivi par une augmentation du Capital par apport en numéraire de 2 850 000 € se traduisant par l'émission de 190 000 actions nouvelles de 15 €, immédiatement suivi par une réduction de Capital d'un montant de 2 475 000 € par affectation au compte de réserve pour perte future. Cette diminution de Capital a été réalisée par voie d'annulation des 165 000 actions nouvellement émises.

Acquisition et cessions de titres

HRC a acquis 998 titres de la société Retail Gares pour une valeur de 1€ en date du 30/09/2020 portant sa participation à 99,90 %.

HRC a acquis 1 titre de la société ACTAIR pour une valeur de 16 € en date du 30/09/2020 portant sa participation à 100 %.

HRC a acquis 10 000 titres de la société SRSP pour une valeur de 10 000 € en date du 21/10/2019 cédés à la même valeur en date du 22/04/2020.

Contrats de concession

Le contrat de Fabrègues a pris fin au 31/12/2019.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos au 30 septembre 2020 sont établis conformément au Plan Comptable Général et selon les principes comptables en vigueur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Les principes retenus ainsi que les règles et les méthodes appliquées sont, dans leur ensemble, identiques aux années précédentes et ne font donc pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre des postes du bilan.

METHODES D'EVALUATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

La valeur des marques n'est pas amortie. Elle fera l'objet d'une dépréciation dans le cas où leur valeur d'utilité viendrait à être inférieure à leur valeur nette comptable.

Les autres biens incorporels sont amortis linéairement sur les durées suivantes

- Droit à concession : Durée de la concession
- Logiciels.....1 à 5 ans
- Licences.....5 ans

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Les frais d'acquisition ne sont pas inclus dans la valeur brute des immobilisations et sont constatés en charge de l'exercice. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Si cette durée excède la durée de la concession, la durée d'amortissement est ramenée à la durée de la concession.

En vertu des dispositions contractuelles, les biens peuvent faire l'objet d'un amortissement des valeurs brutes sous déduction de leur valeur de reprise à l'échéance des contrats de concessions.

.Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes:

- Constructions.....20 ans
- Matériel et outillage.....3 à 10 ans
- Installations générales & agencements.....3 à 10 ans
- Matériel de transport.....3 à 10 ans
- Matériel de bureau & mobilier.....2 à 10 ans

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport, hors frais d'acquisition. A la clôture de chaque exercice, la valeur nette comptable des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité des participations et donne lieu si nécessaire à la constitution d'une provision pour dépréciation.

La méthode utilisée pour la détermination de la valeur d'utilité des participations fait référence à la quote-part de situation nette détenue ou à l'application de critères de valorisation financière des activités du groupe basés sur les résultats et les cash flows libres futures actualisés.

En complément, dès lors que la situation nette est négative, une provision pour risque financier est comptabilisée dans la limite de la différence entre la situation nette négative et la valorisation de l'entité filiale déterminée par un multiple de l' E.B.E.

- **Stocks**

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'achat. On applique sauf quelques rares exceptions la méthode dite PMP pour les sorties de stocks.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation individuelle qui peut conduire, le cas échéant, à la constitution d'une provision pour dépréciation lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

- **Provisions pour risques et charges**

Une provision pour charges est enregistrée au bilan de la société au titre des engagements de la société en matière d'indemnités de départ en retraite (IFC) et de médailles du travail (Mdt). Ces provisions sont évaluées selon une méthode actuarielle (méthode rétrospective avec salaires de fin de carrière (« Projected Unit Credit Method »), en conformité avec la recommandation de l'Ordre des Experts Comptables n° 1.23 et la recommandation n° 2003-R.02 de l'Autorité des Normes Comptables et de l'avis n°2004-05 du 25 mars 2004 de l'Autorité des Normes Comptables.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, de l'accord d'entreprise ou des droits légaux applicables et en vigueur à la date de la clôture. Ces provisions ont été calculées plus particulièrement sur la base d'un taux d'actualisation net de 0.70 % et, pour les IFC, d'un âge de départ en retraite de 62 à 64 ans et d'un mode de départ volontaire.

La provision enregistrée au bilan de la société au titre des indemnités de départ à la retraite et des médailles du travail s'élève à 3 344 354 Euros au 30 septembre 2020.

INTEGRATION FISCALE

A compter du 1^{er} octobre 2019, le résultat de la société est intégré fiscalement dans les comptes de la société FINANCIERE PAX 9-11 allée de l'Arche 92032 Paris La Défense Cedex, visée à l'article 223A du CGI.

La société supporte l'impôt sur son propre résultat fiscal comme si elle avait été imposée distinctement.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Les comptes de la société sont consolidés, suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société :

PAX Equityco S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

43-45, Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg

B224070

IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	Début d'exercice	Augmentation Acquisitions Apports Vir.poste à poste	Diminution Vir. poste à poste	Diminution Cessions	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	67 706 330	106 510	-8 495	-108 375	67 695 970
Frais d'établissement	0				0
Frais de recherche et développement	0				0
Concessions, brevets et droits similaires	66 496 830	106 510	-8 495	-108 375	66 486 470
Fonds commercial	1 209 500				1 209 500
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances,acptes/immo. incorporelles	0				0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	199 954 726	14 078 108	-2 405 452	-17 512 000	194 115 382
Terrains	0				0
Constructions	60 305 852	1 163 354		-4 790 669	56 678 536
Instal. tech., outillage et mat. industriel	32 969 798	844 489		-4 110 255	29 704 032
Matériel de transport	88 380				88 380
Autres immobilisations corporelles	102 244 315	3 055 344		-7 903 095	97 396 564
Immobilisations en cours	4 346 380	9 014 921	-2 405 452	-707 980	10 247 869
Avances,acptes/immob. corporelles	0				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	95 587 168	45 906 271	0	-43 591	141 449 847
Participations	95 531 300	45 897 773		-10 046	141 419 028
Créances rattachées à des participations	27 710	8 498		-27 710	8 498
Autres titres immobilisées	0				0
Prêts	0				0
Autres immobilisations financières	28 158			-5 836	22 322
TOTAL GENERAL	363 248 223	60 090 888	-2 413 947	-17 663 966	403 261 199

AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	Début d'exercice	Augmentation Dotations	Fusion Transfert	Diminutions Reprises	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	58 773 501	150 833	0	50 286	58 874 047
Frais d'établissement	0				0
Frais de recherche et développement	0				0
Concessions, brevets et droits similaires	58 773 501	150 833		50 286	58 874 047
Fonds commercial	0				0
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances, acomptes sur immobilisations	0				0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	88 739 466	18 109 785	0	15 821 915	91 027 337
Terrains	0				0
Constructions	24 191 467	4 636 554		4 784 809	24 043 212
Installations techniques, outillage et matériel	18 846 634	3 447 237		3 271 584	19 022 287
Matériel de transport	34 264	7 731			41 995
Autres immobilisations corporelles	45 667 102	10 018 263		7 765 522	47 919 843
Immobilisations en cours	0				0
Avances, acomptes sur immobilisations	0				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 597 293	48 748 586	0	0	56 345 879
Participations	7 597 293	48 748 586			56 345 879
Créances rattachées à des participations	0				0
Autres titres immobilisées	0				0
Prêts	0				0
Autres immobilisations financières	0				0
TOTAL GENERAL	155 110 260	67 009 204	0	15 872 201	206 247 263

VENTILATION DES DOTATIONS DE L'EXERCICE			
- calculées selon le mode linéaire	18 260 618	- au résultat d'exploitation	18 222 710
- calculées selon le mode dégressif		- au résultat exceptionnel	37 908
TOTAL	18 260 618	TOTAL	18 260 618

Dans ce tableau ne figurent que les amortissements de la période et les provisions pour dépréciation des immobilisations financières.

Des dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles ont été comptabilisées à hauteur de 575 831,06 €

Les dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 6 427 075,26 € au 30/09/2020.

FRAIS D'ETABLISSEMENT

ELEMENTS	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amort.
Frais de constitution	NEANT		
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

ELEMENTS CONSTITUTIFS DU FONDS COMMERCIAL

ELEMENTS	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amort.
Fonds commerciaux achetés sans protection juridique :			
- Mali de Fusion	1 200 000	170 788	
- Fonds commercial les Ruralies	9 500	0	
-			
Fonds commerciaux achetés avec protection juridique :			
-			
-			
-			
Fonds commerciaux reçus en apport :			
-			
-			
-			
TOTAL	1 209 500	170 788	

STOCKS

ELEMENTS	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières, approvisionnements	1 180 932		1 180 932
Marchandises	1 026 651		1 026 651
TOTAL	2 207 583	0	2 207 583

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	à 1an au plus	à plus d' 1 an
Créances rattachées à des participations	8 498	8 498	
Prêts		0	
Autres immobilisations financières	22 322	22 322	
Clients douteux ou litigieux	35 937	35 937	
Autres créances clients	3 627 276	3 627 276	
Personnel et comptes rattachés	32 926	32 926	
Sécurité sociale et organismes sociaux	111 027	111 027	
Etat : impôts sur les bénéfices	2 535 152	2 535 152	
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 727 745	3 727 745	
Etat : autres impôts, taxes assimilées	658 360	658 360	
Etat : créances diverses	3 574	3 574	
Groupe et associés		0	
Débiteurs divers	671 382	671 382	
Charges constatées d'avance	216 349	216 349	
TOTAL GENERAL	11 650 548	11 650 548	0

ETAT DES DETTES	Montant brut	à 1an au plus	plus d' 1an, 5ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	175 995	175 995		
Emprunts et dettes financières divers		0		
Fournisseurs et comptes rattachés	17 759 627	17 759 627		
Personnel et comptes rattachés	8 039 561	8 039 561		
Sécurité sociale et organismes sociaux	5 491 054	5 491 054		
Etat : impôts sur les bénéfices		0		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	493 607	493 607		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	1 480 017	1 480 017		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 199 227	8 199 227		
Groupe et associés	136 139 557	136 139 557		
Autres dettes	1 992 334	1 992 334		
Produits constatés d'avance		0		
TOTAL GENERAL	179 770 979	179 770 979	0	0

MONTANTS DES CREANCES ET DETTES REPRESENTES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

POSTES DU BILAN CONCERNES	CREANCES	DETTE
Créances clients et comptes rattachés	NEANT	
TOTAL EFFETS A RECEVOIR		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
TOTAL EFFETS A PAYER		

PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	946 461
Autres créances	2 852 342
TOTAL	3 798 804

CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	82 635
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 715 238
Dettes fiscales et sociales	7 835 310
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 701 357
Autres dettes	37 109
TOTAL	23 371 648

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE	CHARGES	PRODUITS
Charges et produits d'exploitation	216 349	
Charges et produits financiers		
Charges et produits exceptionnels		
TOTAL	216 349	0

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

CATEGORIES DE TITRES	NOMBRE DE TITRES			VALEUR NOMINALE
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'ex.	remboursés pendant l'ex.	
Parts sociales	246 998			21,50
Actions ordinaires				
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire				
Actions préférentielles				
TOTAL	246 998	0	0	

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

RUBRIQUE CONCERNEE	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Résultat N / augmentation et réduction du capital	A la clôture de l'exercice
Capital social	5 310 457			5 310 457
Primes liées au capital	47 284 152	0		47 284 152
Réserves	2 871 209			2 871 209
Autres Réserves			41 000 006	41 000 006
Report à nouveau	-12 329 622	-14 503 190	26 832 817	4
Résultat de l'exercice	-14 503 190	14 503 190	-78 284 019	-78 284 019
Subventions d'investissement	2 080 690		-221 880	1 858 810
Provisions réglementées	0			0
CAPITAUX PROPRES AVANT REPARTITION	30 713 695	0	-10 673 077	20 040 618

Dividendes distribués au cours de l'exercice :

0

Résultat de l'exercice précédent pris en compte par l'associé :

SITUATIONS FISCALES DIFFEREE ET LATENTE

NATURE DES DIFFERENCES TEMPORAIRES	Montant
Provisions réglementées	
Autres produits non taxables temporairement	
TOTAL ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT (1)	0
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
Autres charges non déductibles temporairement (à détailler):	6 336 566
Contribution Sociale de Solidarité	90 710
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	6 245 856
TOTAL ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT (2)	6 336 566
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE (1) - (2)	-6 336 566
Déficits fiscaux reportables	27 824 640
Moins-values à long terme	56 345 879
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	84 170 519

ETAT DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

RUBRIQUES	Début d'exercice	Dotations Apports	Fusion Apports	Reprises sans objet	Utilisations	Fin d'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES (1)						0
Provisions pour litiges	189 352	26 994		8 808	103 428	104 110
Provisions pour garanties clients	0					0
Provisions pertes marchés à terme	0					0
Provisions pour amendes et pénalités	0					0
Provisions pour pertes de change	0					0
Provisions pensions, obligations similaires.	3 406 964	322 024		384 634		3 344 354
Provisions pour impôts	0					0
Provisions pour renouvellement immo.	0					0
Provisions pour grosses réparations	0					0
Provisions charges s/congés à payer	0					0
Autres provisions pour risques et charges (1)	397 589	2 941 244		105 115	10 041	3 223 677
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 993 905	3 290 262	0	498 557	113 469	6 672 140
Provisions pour dépréciation des immo. incorporelles	5 809 500	579 212				6 388 712
Provisions pour dépréciation des immo. corporelles	40 921	32 640		36 021		37 540
Provisions pour dépréciation des titres de participation	7 597 293	48 748 586				56 345 879
Provisions pour dépréciation des autres immo. financ.	0					0
Provisions pour dépréciation des stocks	0					0
Provisions pour dépréciation des comptes clients	70 410	176 414		20 627		226 197
Autres provisions pour dépréciation	0					0
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	13 518 124	49 536 852	0	56 648	0	62 998 328
TOTAL GENERAL	17 512 029	52 827 114	0	555 205	113 469	69 670 469
Dotations et reprises d'exploitation		512 104		414 069	113 469	
Dotations et reprises financières		51 547 936		105 115		
Dotations et reprises exceptionnelles		767 074		36 021		
TOTAL DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS		52 827 114		555 205	113 469	

(1) Dont en fin d'exercice provision pour situation nette négative (2 853 326,99 €) et provision pour désamiantage (370 349,80 €).

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

VENTILATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE	EXERCICE	
	N	N - 1
Restauration	78 750 085	121 183 883
Boutique	16 431 393	21 109 912
Hebergement	1 544 605	2 993 134
Autres ventes	89 039	117 918
Commissions	4 980 110	6 565 197
Ventes annexes	1 404 175	1 882 145
Autres	5 770 875	6 146 326
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL PAR SECTEUR D'ACTIVITE	108 970 282	159 998 515

VENTILATION PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	EXERCICE	
	N	N - 1
Chiffre d'affaires réalisé en France	108 970 282	159 998 515
Chiffre d'affaires réalisé à l'exportation		
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE	108 970 282	159 998 515

PLUS ET MOINS-VALUES SUR CESSIONS COURANTES D'IMMOBILISATIONS

Les plus et moins-values de l'exercice sur cessions courantes d'immobilisations corporelles, classées dans le résultat exceptionnel, s'élèvent à : 3 738,57 €

VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

NATURE DU RESULTAT	EXERCICE N			EXERCICE N-1
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
Résultat courant	-77 749 270		-77 749 270	127 194 846
Résultat exceptionnel	-542 536		-542 536	-141 830 712
Impact Credit impôt (Produit à recevoir)			0	-2 129 296
Impact participation des balances N-1		0	0	0
Impact Déficit antérieur			0	0
Impact Crédit d'impôt Mécenat		-7 787	7 787	-241 553
Impact Crédit d'impôt Compétivité Emploi			0	2 493 925
Impact Déficit fiscal de la société tupée			0	0
Impact Contribution additionnelle 3,3%			0	0
Impact imputation intérêts différés des exercices			0	0
RESULTAT NET COMPTABLE	-78 291 806	-7 787	-78 284 019	-14 512 790

Le taux d'imposition est de 28% jusqu'à 500 000 € et 33,33% au-delà

VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

CATEGORIE	EXERCICE N			EXERCICE N-1 Total
	Effectif salarié	Effectif mis à la dispo. de l'entreprise	Total	
Cadres	49		49	52
Employés et agents de maîtrise	1 475		1 475	1 767
Ouvriers			0	
TOTAL EFFECTIF MOYEN	1 524	0	1 524	1 819

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

ELEMENTS	EXERCICE	
	N	N - 1
- Sur opération de gestion	252 124	259 700
- Cession immobilisations	1 766 787	2 158 028
- QP de subvention virée au compte de résultat	221 880	203 647
- Reprise provision (mise au rebut, titres,risques et charges)	36 021	1 672 772
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 276 812	4 294 147

ELEMENTS	EXERCICE	
	N	N - 1
- Sur opération de gestion	250 461	1 978 543
- Cession immobilisations	1 726 838	143 437 095
- Dotation provision (mise au rebut, titres,risques et charges)	842 049	709 220
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 819 348	146 124 859

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DE COMPTE DE RESULTAT

POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT CONCERNES	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
Participations	85 073 112	36
Créances rattachées à des participations	0	8 498
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	85 073 112	8 534
Clients et divers	276 132	722
Autres créances		
Autres créances (Groupes et associés)		
Disponibilités		
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET DISPONIBILITES	276 132	722
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	136 100 697	
TOTAL DETTES FINANCIERES	136 100 697	0
Dettes fournisseurs	51	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	51	0
Produits financiers (1)		8 498
Charges financières (2)	8 178 117	38 860
TOTAL RESULTAT FINANCIER (1) - (2)	-8 178 117	-30 363

AVANTAGES, CREDITS, REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

NEANT

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES ET RECUS

ENGAGEMENTS DONNES	AU PROFIT DE					TOTAL
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres ent. liées	Autres	
Cautions sur marchés						0
Autres avals et cautions						0
Effets escomptés et non échus						0
Passifs des filiales sous forme de SNC						0
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées						0
Nantissement de 1er rang (1)					Voir détail	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	0	0	0	0	0	0

ENGAGEMENTS RECUS	ACCORDES PAR					TOTAL
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres ent. liées	Autres	
Avais, cautions et garanties (2)					11 766 250	11 766 250
Autres engagements reçus						0
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	0	0	0	0	11 766 250	11 766 250

(1) Nantissement de 1er rang de comptes de titres financiers des filiale ACTAIR et CONCESSIONS GARES France aux profit de plusieurs bénéficiaires, en garantie du paiement et remboursement de l'intégralité des obligations garanties (soit 150 MF au titre du crédit d'acquisition, 125 M€ au titre du credit revolving et toutes les sommes dues au titre de tout crédit supplémentaire pour chacune des sociétés ACTAIR et CONCESSIONS GARES France)

(2) Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SAPRR sur l'aire de Gevrey Ouest.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur les aires des Landes Nord, de Poitou Charente Nord, de Frontonnais Nord et de Saint Rambert Ouest.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de remboursement APPR sur les aires de la Chaponne, de Lyon Dagneux, de la Ferté, de St Ambreuil, de Besançon Marchaux, de Toul Dommartin et de Chateaufvillain.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie de remboursement SANEF sur les aires d'Assewillers Est et Ouest.

Le CIC s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat Mac Donald's sur les aires ou se situent un restaurant aux enseignes du bénéficiaire .

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SAPN sur l'aire de Bosgouet Sud et de Bolleville.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat SANEF sur l'aire d'Urvillers.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ESSO sur l'aire de Gevrey Est.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat Cofiroute sur les aires de Bourges Marmagne, de Poitiers Chincé, de Ferté Saint Aubin, de St Denis d'Orques, d'Orléans Gidy, de Chatellerault Antran, de Bourges St Thorette, de Blois Ménard, de Sargues Le mans Sud, de Limours Janvry, de Orléans Saran et de Brou Dampierre.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat ASF sur les aires de Tavel Nord, de St Rambert d'Albon Est, de St Léger Ouest et de Haut Forez Sud.

Altradius s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie d'exécution de contrat APPR sur les aires du Poulet de Bresse, des Chéres Est et Ouest, de Gevrey Est, et de Bourg Jasseron.

AREAS Worlwide s'est porté caution solidaire au profit de HRC dans le cadre d'une garantie société Mère-Filiale.

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTE DU BILAN CONCERNE	Montant des dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts obligataires convertibles	NEANT	
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes non financières		
TOTAL		

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Compte tenu de l'évolution de la crise sanitaire décrite précédemment, depuis la clôture de l'exercice au 30 septembre 2020, la plupart des gouvernements ont maintenu ou pris à nouveau des mesures restrictives pour contenir la propagation du virus. C'est le cas de la France, pour qui le premier confinement évoqué dans la note sur les « Faits caractéristiques de l'exercice » a été suivi d'un second confinement du 30 octobre au 15 décembre 2020.

Ces événements ne remettent pas en cause les appréciations du Groupe et de la Société concernant la continuité d'exploitation et la valorisation des actifs telles que décrites ci-dessus.

Afin de financer les besoins de trésorerie des entités françaises d'Areas, un prêt garanti par l'état (PGE) a été octroyé selon les modalités ci-dessous :

- Montant : 135 millions d'euros
- Date de versement : octobre 2020
- Société emprunteuse : la Société H.R.C
- Sociétés bénéficiaires : l'ensemble des entités françaises d'Areas
- Date d'échéance initiale : 31 octobre 2021. Cette date pourra être différée, après accord des prêteurs, jusqu'au 31 octobre 2026.
- Frais : honoraires liés à la mise en place du prêt et de la garantie accordée par l'Etat français
- Rémunération : sans intérêts la première année d'utilisation
- Covenant : le groupe Areas devra disposer à la fin de chaque mois d'un montant de trésorerie disponible minimum de 100 millions d'euros.

La fusion par voie d'absorption de la société SG2S dans la société HOLDING DE RESTAURATION CONCEDEE avec effet rétroactif au 1er octobre 2020 a été effectuée au 31/12/2020.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'ex.
				Brute	Nette					
I - Renseignements détaillés (Titres représentant plus de 1% du capital de HRC)										
A - Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)										
ACTAIR	80 000	6 943 108	100,00%	34 380 520	34 380 520			52	2 047 762	
CONCESSIONS GARES France	2 831 112	-67 164 084	100,00%	94 917 505	49 677 505			95 342 162	-87 944 752	
SLRH	625 000	-32 220	100,00%	2 582 500	0			1 114 211	-539 728	
SRAM	40 000	135 578	100,00%	345 079	135 578			13 741	-2 968	
ONLY 4 RESTAURATION	375 000	-879 509	100,00%	9 183 487	879 509			6 886 015	-1 870 100	
B - Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)										
II - Renseignements globaux (Titres représentant moins de 1% du capital de HRC)										
A - Filiales non reprises au paragraphe I				7 791	0			14 247 870	-2 489 605	0
B - Participations non reprises au paragraphe I				1 494	0			18 862 981	-77 807	0
C - Participations (Moins de 10 % du capital détenu par la société)				651	36			42 344 864	8 629 027	27 710
TOTAL GENERAL				141 419 028	85 073 149	0	0	178 811 897	-82 248 172	27 710